

La lutte contre l'infertilité se heurte au manque d'information

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

8 septembre 2025



Septembre est le mois retenu par les acteurs de santé publique pour lancer une campagne nationale d'information sur le syndrome des ovaires polykystiques (SOPK). Cette pathologie hormonale, première cause d'infertilité féminine, toucherait environ une femme sur sept en France. En Guadeloupe, les autorités sanitaires soulignent l'importance de mieux informer et accompagner les patientes, un volet d'autant plus important que l'accès aux soins spécialisés demeure inégal dans l'archipel par rapport à l'Hexagone.

Yannick Neuder, ministre chargé de la Santé et de l'accès aux soins, inaugurerait le 10 avril dernier à l'hôpital Foch l'Institut de la santé de la femme et de la fertilité, qui offre une prise en charge complète de la santé féminine, couvrant la fertilité, l'endométriose, la ménopause, la grossesse,

la santé mentale et le dépistage. Suresnes (photo ci-dessus).

Le SOPK se définit par des cycles menstruels irréguliers et des ovaires qui contiennent de multiples follicules immatures. L'absence d'ovulation régulière est la première cause d'infertilité hormonale féminine. Les symptômes les plus rapportés incluent hirsutisme (apparition de poils sur le visage, la poitrine, le dos, les fesses etc.), prise de poids rapide, fatigue chronique, perte de cheveux et troubles de l'humeur.

Selon la Haute autorité de santé, 10 à 15 % des femmes en âge de procréer sont concernées. La Guadeloupe se situe dans la fourchette haute avec 16,7 % de femmes concernées par les troubles de la fertilité selon l'Agence régionale de santé. Les praticiens rapportent un retard fréquent de diagnostic en Guadeloupe, supérieur à deux ans, en raison de la diversité des symptômes et du manque de spécialistes endocrinologues sur l'île.

La prise en charge du SOPK repose sur une approche multidisciplinaire qui combine traitements hormonaux, suivi nutritionnel, activité physique et soutien psychologique. En Guadeloupe, la disponibilité de ces parcours reste limitée. Une patiente suivie au CHU de Pointe-à-Pitre témoigne avoir bénéficié de la prescription d'un traitement « *mais pour un accompagnement complet, j'ai dû prendre rendez-vous à Paris.* » Une autre témoigne amère « *Ici les gynécos n'y connaissent rien, ma fille a ce problème aucune prise en charge spéciale.* »

Les associations locales de patientes insistent sur la nécessité de renforcer l'information en milieu scolaire et universitaire. Pour le collectif Santé femmes Guadeloupe, « tant que le SOPK ne sera pas reconnu comme une priorité de santé publique, les femmes devront se débrouiller seules face à un système de soins lacunaire. » L'association Ferti971 priorise aussi l'information grand public : « La sensibilisation à ce sujet est cruciale, car elle encourage les femmes à rechercher une aide médicale dès que

possible si elles rencontrent des difficultés pour concevoir. »